

Accord collectif national

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE DANS LA COOPÉRATION AGRICOLE
ET DES BRANCHES DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES
(18 novembre 2014)**

(Etendu par arrêté du 10 décembre 2015,
Journal officiel du 17 décembre 2015)

AVENANT N° 3 DU 26 FÉVRIER 2016

À L'ACCORD DU 18 NOVEMBRE 2014 RELATIF À LA MISE EN PLACE
DE GARANTIES COMPLÉMENTAIRES DE FRAIS DE SANTÉ

NOR : AGRS1697282M

Entre

Les organisations professionnelles d'employeurs représentatives dans les branches des secteurs des industries alimentaires, de la coopération agricole et des services associés ci-dessous :

Au titre des industries alimentaires :

- ADEPALE (Association des entreprises de produits alimentaires élaborés)
- association des brasseurs de France
- association nationale de la meunerie française (ANMF)
- chambre syndicale des eaux minérales
- chambre syndicale française de la levure
- comité français de la semoulerie industrielle (CFSI)
- comité national des abattoirs et ateliers de découpe de volailles, lapins, chevreux (CNADEV)
- FEDALIM pour le compte de :
 - fédération des industries condimentaires de France
 - syndicat de la chicorée de France
 - syndicat du thé et des plantes à infusion
 - syndicat national des fabricants de bouillons et potages
 - syndicat national des transformateurs de poivres, épices, aromates et vanille
- fédération française des industriels charcutiers, traiteurs, transformateurs de viandes (FICT)
- fédération des industries avicoles (FIA)
- fédération nationale de l'industrie laitière (FNIL)
- fédération nationale des eaux conditionnées et embouteillées
- Alliance 7 et ses syndicats
- Alliance 7 pour le compte du comité français du café
- entreprises des glaces et surgelés – collège glaces
- syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France (SIFPAF)
- syndicat national de la rizerie française (SRF)
- syndicat national des boissons rafraîchissantes

- syndicat national des eaux de sources
- syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA)
- syndicat national des industriels et professionnels de l'œuf (SNIPO)

Au titre de la coopération agricole :

- coop de France

D'une part, et

Les organisations syndicales de salariés représentatives dans une ou plusieurs branches signataires :

- fédération nationale agroalimentaire (CFE-CGC)
- fédération générale agroalimentaire (FGA CFDT)
- fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexes Force ouvrière (FGTA FO)
- fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF CGT)

D'autre part,

PRÉAMBULE

Par un courrier du 15 décembre 2015, la branche des œufs (convention collective nationale des centres immatriculés de conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et des industries en produits d'œufs) a notifié aux signataires de l'accord collectif national du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé dans la coopération agricole et dans des branches des industries agroalimentaires, sa volonté d'adhérer à l'accord.

Le présent avenant a pour objet de modifier, en conséquence, le champ d'application de l'accord.

Le présent avenant a également pour objet d'apporter des modifications techniques au tableau de garanties figurant à l'article 7.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

L'annexe à l'accord collectif national du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé dans la coopération agricole et dans des branches des industries agroalimentaires est supprimée pour être remplacée par l'annexe suivante :

« Annexe à l'accord collectif national relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé dans la coopération agricole et dans des branches des industries agroalimentaires

Champ d'application professionnel

Au titre des industries alimentaires :

- CCN 3060 – Meunerie (IDCC 1930) ;
- CCN 3111 – Industries de la transformation des volailles (IDCC 1938) ;
- CCN 3124 – Industries laitières (IDCC 112) ;
- CCN 3125 – Industries charcutières (IDCC 1586) ;
- CCN 3127 – Industries de produits alimentaires élaborés (IDCC 1396) ;
- CCN 3184 – Centres immatriculés de conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et des industries en produits d'œufs (IDCC 2075) ;

- CCN 3247 – Activités de production des eaux embouteillées, boissons rafraîchissantes sans alcool et de bières (IDCC 1513) ;
- CCN 3294 – Pâtes alimentaires sèches et du couscous non préparé (IDCC 1987) ;
- CCN 3384 – 5 branches des industries alimentaires diverses (IDCC 3109).

Au titre de la coopération agricole :

- CCN 3616 – Coopératives agricoles de céréales, de meunerie, d’approvisionnement, d’alimentation du bétail et d’oléagineux (IDCC 7002) ;
- CCN 3607 – Conserveries coopératives et SICA (IDCC 7003) ;
- CCN 3608 – Coopératives agricoles laitières (IDCC 7004) ;
- CCN 3614 – Fleurs, fruits et légumes, pommes de terre : coopératives agricoles, unions de coopératives agricoles et SICA de fleurs, de fruits et légumes et de pommes de terre (IDCC 7006) ;
- CCN 3264 – Lin : teillage du lin, coopératives agricoles et SICA (IDCC 7007) ;
- CCN – Sélection et reproduction animale (IDCC 7021) ;
- CCN – Entreprises agricoles de déshydratation de la région Champagne-Ardenne (IDCC 8215) ;
- CCN – Coopératives fruitières fromagères des départements de l’Ain, du Doubs et du Jura (IDCC 8435) ;
- CCN - Distilleries viticoles (coopératives et unions) et distillation (SICA) (IDCC 7503). »

Article 2

Modification du tableau de garanties

Le tableau de garanties prévu à l’article 7 de l’accord collectif national du 18 novembre 2014 relatif à la mise en place de garanties complémentaires de frais de santé dans la coopération agricole et dans des branches des industries agroalimentaires est annulé et remplacé par le tableau suivant :

GARANTIE	NIVEAU DE GARANTIE (y compris remboursement de la sécurité sociale)
Hospitalisation (secteur conventionné et non conventionné)	
Frais de séjour	100 % BR
Honoraires chirurgie d’un praticien signataire du CAS ⁽¹⁾	150 % BR
Honoraires chirurgie d’un praticien non signataire du CAS	130 % BR
Forfait journalier	Frais réel
Frais de transport	100 % BR
Soins de ville	
Consultation généraliste (CAS et hors CAS)	100 % BR
Consultation spécialiste signataire du CAS	125 % BR
Consultation spécialiste non signataire du CAS	105 % BR
Analyses et auxiliaires médicaux	125 % BR
Radiologie – médecin signataire du CAS	125 % BR
Radiologie – médecin non signataire du CAS	105 % BR
Prothèses médicales	125 % BR
Actes techniques effectués par un praticien signataire du CAS	125 % BR
Actes techniques effectués par un praticien non signataire du CAS	105 % BR

GARANTIE	NIVEAU DE GARANTIE (y compris remboursement de la sécurité sociale)
Pharmaceutique	100 % BR (sauf SMR faible et modéré + homéopathie)
Frais dentaires	
Soins	100 % BR
Prothèses remboursées par la sécurité sociale	180 % BR
Orthodontie acceptée	150 % BR
Frais d'optique	
Montures + verres correction simple	Forfait 150 € par 2 ans, dont 50 € maximum pour monture (forfait annuel si évolution de la vue)
Montures + verres «mixtes» (1 verre simple + 1 verre complexe)	Forfait 180 € par 2 ans, dont 50 € maximum pour monture (forfait annuel si évolution de la vue)
Montures + verres complexes	Forfait 200 € par 2 ans, dont 50 € maximum pour monture (forfait annuel si évolution de la vue)
Lentilles	Forfait 150 € par 2 ans (annuel si évolution de la vue)
(1) CAS : contrat d'accès aux soins.	

Article 3

Entrée en vigueur. – Extension

Le présent avenant entre en vigueur à la date de son dépôt.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 4

Dépôt et publicité

Le présent avenant sera déposé par les soins de la partie la plus diligente à l'administration compétente ainsi qu'au conseil des prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 26 février 2016.

(Suivent les signatures.)